

3 septembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Joachim Gauck, président fédéral d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes et sur l'usage d'armes chimiques en Syrie, à Paris le 3 septembre 2013.

LE PRÉSIDENT : « Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai reçu le Président GAUCK pour une visite d'Etat exceptionnelle.

Exceptionnelle d'abord, parce que c'est la première depuis 17 ans. Il y a 17 ans, le Président HERZOG avait été reçu, ici, à l'Élysée. Vous étiez d'ailleurs dans la délégation.

Exceptionnelle aussi parce que vous êtes le Président, le chef de l'Etat d'un pays ami. Celui avec lequel nous avons signé le Traité d'amitié et cette visite inscrit dans les célébrations du 50<sup>ème</sup> anniversaire de ce Traité, voulu par Konrad ADENAUER et Charles de GAULLE.

C'est une visite exceptionnelle parce que vous êtes aussi un Président exceptionnel par votre histoire, par les luttes que vous avez menées au temps où il y avait encore deux Allemagnes. Mais également par les responsabilités qui vous avaient été confiées pour la gestion de ce que l'on appelle « les dossiers de la Stasi » et vous y avez fait preuve à la fois de sagesse, de courage et de responsabilité.

C'est enfin une visite exceptionnelle parce que vous avez décidé, à mon invitation, mais vous en aviez déjà l'intention, de marquer votre séjour en France par des moments lourds de signification. D'abord, aller déposer une gerbe en hommage aux victimes de la Première Guerre mondiale sur la tombe du soldat inconnu. C'est ce que vous ferez. Mais, surtout pour vous rendre au village martyr d'Oradour-sur-Glane. Là où jamais aucune haute personnalité allemande n'était venue. Demain, ce sera un symbole, le symbole d'une histoire, d'un passé qui se regarde en face, d'une vérité qui doit être dite, prononcée, proclamée, reconnue. Encore en présence des familles mais aussi des survivants.

Vous avez fait ce choix, il vous honore. Et, en même temps, il nous oblige à aller, une fois reconnu le passé, dans la préparation audacieuse de l'avenir.

La France et l'Allemagne ont des responsabilités particulières en Europe. Pays fondateurs de l'Union. Pays capables de dépasser les horreurs des guerres pour entrer dans la paix et, en même temps, dans la construction d'un idéal qui est devenu réalité : l'Europe.

Nous avons échangé sur ce qui attend, après les élections qui vont se tenir dans votre pays, les responsables de l'Union européenne.

Nous devons, au-delà de ce que nous avons déjà réalisé, notamment par rapport à la stabilité de la zone euro, au soutien de la croissance, aux réformes que nous avons à engager, nous devons donner un nouveau chemin, une perspective, une étape qui puissent nous grandir et qui puissent aussi emmener les peuples vers la confiance dans l'idéal européen.

Nous avons aussi parlé de la jeunesse parce qu'il y a 50 ans, lors du Traité d'amitié, ce qui avait uni les deux grands chefs d'Etat, les deux grands hommes d'Etat, Konrad ADENAUER et Charles de GAULLE, c'était aussi un message à la jeunesse. Et aujourd'hui, cette jeunesse souffre. Pour une trop grande partie d'entre elle, elle ne parvient pas à entrer sur le marché du travail avec les récompenses de ce sacrifice que représentent les études. Il y a encore trop de chômage en France, en Allemagne aussi, dans toute l'Europe. Trop d'incertitudes et c'est par rapport à cette

jeunesse que nous devons nous mettre au travail.

Enfin, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous avons évoqué la situation internationale. J'ai évoqué les tragédies du passé. Il y a aussi les tragédies du présent. Quand un massacre chimique se produit, quand le monde en est informé, quand les preuves sont livrées, quand les coupables sont connus, alors il doit y avoir une réponse. Cette réponse est attendue de la communauté internationale. Et nous nous retrouvons, Président allemand, Président français, pour exprimer la même indignation, la même condamnation. Et, en même temps, la même espérance que la Syrie pourra connaître une solution politique. Nous aurons l'occasion de nous reparler dans d'autres moments, dans d'autres instances. C'est l'Europe qui doit aussi se réunir sur ce dossier. Elle le fera. Chacun avec sa responsabilité. La France assumera la sienne.

Merci Monsieur le Président ».

M. Joachim GAUCK : « Monsieur le Président, essayez d'imaginer que en cet instant, j'ai des époques très différentes dans le regard. Tout d'abord, l'année 1940, l'année de ma naissance. Imaginez les rapports entre nos pays l'année de ma naissance.

Ensuite, une année très personnelle, 1955, j'étais lycéen, âgé de 15 ans, qui habitait en RDA donc la partie de l'Allemagne sous occupation soviétique. Ce lycéen qui passe l'été à Sarrebrück vient passer une journée à Paris. Alors, bien sûr, il faut se promener sur les Champs-Élysées, il faut se promener sur la place de la Concorde, aller sous l'Arc de Triomphe et regarder dans quel théâtre se produit Gérard PHILIPPE. Je ne sais pas si les plus jeunes parmi vous s'en souviennent. Il faut aller sous la Tour Eiffel. Tout cela était au programme. Et ce jeune homme fait cette expérience mais ce n'est pas son monde, ce n'est pas son univers.

Après cette escapade, il retournera dans un pays qui, six ans plus tard, érigera un mur, lequel empêchera à ce jeune homme non seulement de retourner à Paris mais d'aller où que ce soit dans le monde.

Et puis, l'année 1989. Lorsque, soudain, l'Est de l'Europe comprend le prix de la liberté et l'importance de la démocratie et décide de rejoindre cette Europe. Et puis, mettez-vous à mes côtés dans la limousine de l'État français pour monter les Champs-Élysées, entouré par cette grande escorte et cette splendeur française qui n'est qu'un rêve en Allemagne. Les chevaux, le soleil, la lumière, les couleurs, ce Président, ce château. Vous avez un peu la toile de fond personnelle qui m'anime en quelque sorte et que je ne veux pas vous dissimuler. Je commence avec tout cela cette visite d'État. Parce que nous ne sommes pas que des États l'un à côté de l'autre mais nous sommes des hommes qui vivent dans ces États et des citoyens qui donnent leur forme à ces États. Si vous avez cela à l'esprit, vous pouvez comprendre que, pour moi, cette visite d'État a une dimension historique pas simplement parce que cela fait de longues années qu'il n'y en a pas eu. Et c'est vrai, j'étais dans la délégation parce que, à l'époque, on m'avait surnommé le « pasteur de la révolution » parce que j'étais le porte-parole d'un mouvement citoyen. Vous vous en êtes rendu compte et cela m'a même fait plaisir.

Alors, je suis là devant vous. Je ne peux que vous rejoindre de tout cœur dans vos propos. Nous nous rencontrons, nous aurons terminé les célébrations du 50<sup>ème</sup> anniversaire du Traité de l'Élysée cet été. Vous êtes venu nous voir, nous avons eu un très beau concert. Il y a eu des rencontres formidables. Et dans quelques jours, je vais de nouveau prendre la parole à des Français et des Allemands, qui depuis des années militent pour les jumelages entre nos deux pays. Tout cela se fait dans une époque difficile et sérieuse et je voudrais revenir à deux points que vous évoquiez Monsieur le président.

Premier point, un homme qui est né pendant la guerre est particulièrement touché par cela. Vous avez bien voulu que je sois à vos côtés à Oradour pour que l'on se souvienne ce que des Allemands d'une autre Allemagne ont commis comme atrocités. J'accepte votre proposition et votre invitation avec un mélange de reconnaissance et d'humilité. Je suis heureux que cela soit possible. Demain, ce dont vous avez parlé, les survivants, leurs familles, c'est ce que je leur dirai. Je ne leur cacherai pas mon état d'âme. Mais je n'hésiterai pas, en pleine conscience politique, à dire que cette Allemagne que j'ai l'honneur de représenter est une Allemagne totalement différente de celle qui hante leurs souvenirs. C'est pour moi le point culminant et émotionnel d'une visite

dont je me réjouis grandement même sil ny avait pas eu cet événement tout à fait marquant. A une époque où l'élan européen en de nombreux endroits d'Europe peut-être aussi dans nos pays où cet élan européen marque un peu le pas dans certains pays et il sest peut-être même étioilé complètement. A une époque de débats controversés, il y a une chose dont il faut avoir conscience : si nous voulons que l'Europe soit un succès, elle ne pourra pas l'être si nous sommes lun contre lautre. Elle ne pourra l'être que si nous sommes ensemble et cest ensemble Français et Allemands. Cest quelque chose quil faut parfois reprendre très naturellement parce que ce sont des valeurs de base que nous avons en commun. Et puis parfois il était question de politique économique, de politique du marché de l'emploi, de politique parfois ce sont des conquêtes plus difficiles.

Tout ne va pas de soi. Tout nest pas évident. Beaucoup de choses appellent un travail acharné et la recherche incessante de compromis. Certains compromis sont source de joie, d'autres compromis sont source de contrariétés. Nous ne savons pas quels sont les compromis auxquels nous allons arriver, par rapport à l'Europe, mais nous connaissons la nature des débats et ce que nous craignons, ce que nous redoutons, cest que la sécurité, la solidité de notre amitié soit obérée par la renaissance de vieux clichés, de vieux stéréotypes sur l'Allemagne. Nous ne le souhaitons pas. Et même sil peut y avoir tel ou tel débat controversé sur les prochaines étapes à prendre en Europe, dans une telle situation, je voudrais dire à quel point je me réjouis que nous nous comprenions aussi bien. Nous nous comprenons tellement bien que nous pouvons nous dire en toute franchise ce qui nous parait bien et ce qui nous parait peut-être un peu moins utile.

Monsieur le président de la République, vous avez évoqué quelque chose qui nous anime lun et lautre du point de vue politique et du point de vue humain. Il ne sagit pas simplement de se remémorer les crimes du passé mais il y a aussi les crimes de lépoque présente. Nous trouvons insupportable, inacceptable, que lon viole des tabous, que lon viole le droit par des actes qui nous paraissent révolus, appartenant au passé, et que lon puisse de nouveau assister à l'utilisation darmes chimiques, de gaz toxiques. Ceci appelle une réaction appropriée.

Jai transmis les salutations chaleureuses de la Chef de gouvernement allemande Angela MERKEL. Elle estime, pense, que lors des prochaines rencontres par exemple au Sommet du G20 il sera possible d'arriver à un accord international sur la réponse appropriée à légard de la Syrie. Vous êtes nombreux à savoir que l'Allemagne nagit pas comme la France en termes d'action internationale. Cela a des raisons historiques, cela a également des raisons juridiques, des raisons politiques. Je ne m'étendrai pas là-dessus maintenant. Je voudrais simplement dire que dans nos valeurs fondamentales, nous sommes absolument sur la même ligne, il ny a aucune divergence et nous trouverions insupportable qu'un dictateur puisse agir impunément et briser à ce point un tel tabou sans aucune conséquence.

Je nai pas de responsabilité gouvernementale et il ne m'appartient pas de discuter de mesures concrètes avec le président de la République, je peux simplement me faire l'écho et expliquer la position du Gouvernement allemand et vous dire l'horreur ressentie par la population allemande à légard de cette injustice. J'espère que, ensemble, que la communauté des nations, réussira enfin à trouver un langage commun allant droit de ce dictateur.

Je ne vais pas relater tous les points abordés dans notre entretien mais il y a un point dont je voudrais parler et qui touche à l'Europe.

Bien sûr, nous nous sommes regardés dans les yeux en pensant forcément aux jeunes, à la jeunesse. Jai des petits-enfants qui ont l'âge de jeunes gens et de jeunes filles qui, notamment dans l'Est et dans le Sud de l'Europe, nont aucune perspective et sont au chômage. Lorsque lon a une moyenne européenne de 26%, en tout cas beaucoup plus de 20% de chômage des jeunes en Europe, cest intenable à terme. Cest pourquoi je me félicite de toutes les initiatives de tout gouvernement de remédier à cette situation inacceptable.

Alors, bien sûr, l'Allemagne qui peut se prévaloir de son système de formation duale, son système en alternance, a quelque chose à proposer. Nous ne voulons pas nous en vanter mais cest une solution que nous proposons à d'autres et nous aimerions que lon trouve dans d'autres pays des entreprises, qui à linstar des entreprises allemandes, sont prêtes à faire leur travail pour aider à former les jeunes et ne pas abandonner cette responsabilité uniquement à l'Etat

former les jeunes et ne pas abandonner cette responsabilité uniquement à l'Etat.

Voilà ce que je pouvais dire pour relater notre entretien.

Pour terminer, je reviendrai à mon point de départ. Chacun de mes actes que j'ai la possibilité de faire en tant que Président fédéral revêt pour moi un poids particulier. Ce sera bien sûr le cas à Oradour mais ce sera également le cas quand je serai à Marseille. Je suis très heureux que Marseille soit devenue l'une des deux capitales de la culture. À Marseille, je parlerai de la situation des jeunes et je suis heureux de pouvoir mentrettenir avec des intellectuels français grâce à ARTE. Je pourrai parler de ce qui nous unit et également de ce qui nous préoccupe.

C'est donc, en résumé, une visite d'Etat sur laquelle rayonne le soleil au sens figuré mais aussi au sens propre.

Vous avez devant vous un Président heureux.

QUESTION : « Monsieur le président, en cas de vote positif du Congrès américain à une intervention en Syrie, est ce que vous êtes prêt à accepter, ou demander, ou proposer un vote du Parlement français ? »

LE PRESIDENT : « Nous n'en sommes pas encore là. Demain, le Parlement est réuni pour débattre des informations qu'il lui ont été communiquées. C'était hier par le Premier ministre, les ministres des Affaires étrangères, de la Défense. Tout ce dont nous pouvions disposer a été livré. Qu'en ressort-il ? D'abord le massacre chimique du 21 août est établi. Les preuves sont là et nul ne peut les contester. Il y a bien eu utilisation d'armes chimiques.

Que savons-nous ? Que c'est le régime de Bachar Al-ASSAD qui est le seul en Syrie à détenir ces armes, à en contrôler les stocks. Le seul à pouvoir utiliser la technique qui a été employée. Nous savons aussi que le quartier qui a été frappé est contrôlé par l'opposition, est un nid de communication stratégique. Une incertitude qui demeure, c'est la nature du gaz mortel qui a été utilisé, même si je l'affirme ici nous avons les éléments en notre possession qui indiquent que c'est le sarin.

Que devons-nous en conclure ? Qu'il y a eu violation d'un protocole international essentiel celui qui, établi il y a 90 ans, interdit l'usage des armes chimiques. Et une telle utilisation, gazer une population, ce crime-là ne peut donc rester impuni sinon c'est le risque de la récurrence, la menace de l'extension et c'est la sécurité pas simplement des Syriens, pas simplement de la région la sécurité du monde qui est en cause.

Une large coalition doit donc être formée au plan international avec les Etats-Unis, qui vont bientôt prendre la décision, avec l'Europe et il y aura des réunions ces prochains jours au niveau européen, avec les pays arabes, qui se sont déjà prononcés. Parallèlement, tout doit être fait pour rechercher obstinément une solution politique avec toutes les parties prenantes, je dis bien toutes les parties prenantes. Nous aurons l'occasion, en marge du G20 à Saint-Petersbourg, d'avoir ces discussions.

Je m'adresserai aux Français lorsque je disposerai de tous les éléments qui puissent fonder ma décision et j'exercerai ma responsabilité dans un seul intérêt : celui de la France, celui de notre sécurité mais également des valeurs dont notre pays et pas seulement notre pays sommes porteurs. Telle est la réponse que je veux vous apporter.

QUESTION : « Monsieur le président, est-ce que sur la question syrienne, vous vous sentez isolé en Europe ? Et qu'attendez-vous, sur ce plan, du Gouvernement allemand ? »

LE PRESIDENT : « Vous avez entendu le président GAUCK. J'ai également eu des entretiens avec la Chancelière Angela MERKEL. Je suis en relation avec les principaux chefs de gouvernement européens. Il y aura une rencontre à Saint-Petersbourg entre Européens. Il y aura une réunion des ministres des Affaires étrangères très prochainement. Nous partageons tous la même indignation. Nous condamnons ce qui s'est produit, un massacre chimique. Personne n'a de doute sur l'origine de ces armes et celui qui en a fait usage. Après, si les réponses politiques peuvent être les mêmes, il y a des responsabilités différentes, il y a des traditions différentes, il y a des capacités différentes. Chacun des gouvernements, des Etats, doit prendre à sa place sa responsabilité.

Celle de la France est éminente, particulière, en Europe. Nous aurons donc à être en ce qui nous concerne non seulement en pleine solidarité avec les Européens, je ne conçois pas l'action de la

France séparée. Mais, en même temps, nous aurons à prendre une responsabilité de plus compte tenu de ce que la France ».

QUESTION : « Dans la perspective de cette intervention en Syrie, Bachar Al-ASSAD promet des répercussions négatives sur les intérêts français. Etes-vous prêt à exposer la France à ses répercussions négatives et, par ailleurs, vous serez au G20 jeudi et vendredi, verrez-vous le Président POUTINE dans un entretien bilatéral et croyez-vous qu'une solution politique puisse être trouvée à l'occasion de ce Sommet ? ».

LE PRESIDENT : « D'abord, j'ai lu dans un journal français, l'entretien qui a été accordé à Bachar Al-ASSAD.

La différence entre une dictature et une démocratie, c'est que, dans une démocratie, un dictateur peut s'exprimer dans un journal, y compris pour insulter ses dirigeants je parle des dirigeants du pays, pas du journal- pour proférer des mensonges, notamment sur le chimique et sans croire qu'il ne disposait pas de stock et, enfin, pour effectivement menacer, menacer le peuple français. A cette lecture, je suis sorti renforcé encore dans ma détermination et celles et ceux qui avaient des doutes sur les intentions de Bachar Al-ASSAD ne peuvent plus maintenant en avoir. Il parle de liquider tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Liquider, il aurait pu dire gazer. Est-ce que nous devons prendre toutes les mesures en matière de sécurité ?

Oui. Nous les avons déjà prises. Parce que ces menaces existent depuis longtemps et parce que nous sommes d'une extrême vigilance. Mais la menace la plus sérieuse, ce serait de le laisser faire. Ce serait lui permettre de continuer à utiliser des armes chimiques. Ce serait le laisser massacrer une partie de sa population et menacer l'ensemble de la région.

Oui, nous prenons toutes les dispositions pour faire face à cette menace. Elle existe. Elle existe depuis longtemps, et elle ne cessera pas cette menace tant que le régime de Bachar Al-ASSAD sera en place ».

QUESTION : « Le G20 ? »

LE PRESIDENT : « Nous aurons autant de discussions qu'il sera nécessaire. Vous savez que l'ordre du jour est sur les sujets économiques, sur la lutte contre la fraude fiscale, sur la croissance, c'est la vie concrète. Mais il y a aussi la politique et tout ce qui pourra être fait pour chercher, de bonne foi, la solution politique, sera engagé par la France et par les Européens. Je vous l'ai dit, en marge du G20, il y aura une réunion des Européens, et de la même manière avec celui qui nous accueille, le Président POUTINE, nous pourrions parler ou dans un cadre qui est celui du G20 ou de manière bilatérale ».

QUESTION : « Que pensez-vous des efforts de réforme du Président François Hollande et est-ce que vous partagez l'inquiétude de nombreux responsables politiques allemands en ce qui concerne la situation économique française ? ».

M. Joachim GAUCK : « Ce n'est pas seulement parce que je suis Président mais aussi parce que je lis le journal que je suis informé sur les débats en France. Parce qu'il ne s'agit pas simplement de questions allemandes. Il y a un débat tout à fait animé et de la part de nos chefs d'entreprise, de la part des économistes. Les Français sont entraînés vraiment de s'interroger sur la voie qui mène à la réussite. Il y a ceux qui pensent que si l'Allemagne était affaiblie, que automatiquement la France ou d'autres pays seraient renforcés. Je ne saurais partager une telle analyse. En effet, une Allemagne affaiblie il y a quinze ans n'a rien apporté à l'Europe. Voilà pourquoi, il est intéressant de regarder ce qui est possible aujourd'hui et ce qui sera possible dans dix ans. Le président de la République ou la France en général a cette tradition que nous connaissons en Allemagne à savoir que les organisations syndicales et patronales ne sont pas dans des relations d'antagonisme mais négocient des conventions collectives etc. Cela est la tradition allemande. En France, la tradition, l'histoire du mouvement syndical et patronal est différente. Voilà pourquoi en Allemagne, il a été possible d'obtenir un consensus plus large que dans d'autres pays pour conduire des réformes douloureuses. C'était un peu plus facile en Allemagne. Cela a été difficile en Allemagne aussi. Rappelez-vous lorsque le Chancelier SCHRÖDER a dû batailler durement dans son propre parti, la durée de ces débats. Je vois qu'il y a des débats très vifs au sein du Parti Socialiste et je suis de ceux, en Europe, qui se réjouissent de voir que des mesures de réformes et de consolidation

sont engagées de façon déterminée et résolue.

Pour les uns, cela va trop loin et ils manifestent. Pour les autres, cela ne va pas assez loin et ils le déplorent. Cela fait partie de la vie politique. Nous en avons parlé, le Président et moi-même, avec un petit sourire mais nous sommes pleinement conscients du sérieux et de la gravité de la situation.

Tout ce qui forge l'avenir crée de la contrariété dans la population lorsque cela entraîne des sacrifices ou lorsqu'il faut simplement s'habituer à quelque chose de nouveau. Il est très difficile de changer des mentalités et cela prend généralement beaucoup de temps. Je suis gré à la France que, après la guerre, nous ayons réussi à avoir cette action conjointe des organisations syndicales et patronales en Allemagne. On voit très bien que les salariés sont moins puissants que les patrons en Allemagne. Il y a beaucoup de contrats de travail précaires mais, globalement, cela a été une voie couronnée de succès. Autrement dit, le courage pour la réforme a été récompensé. C'est pourquoi, je souhaite que les débats dans les pays qui ont besoin de réformes, que ces débats intérieurs ne s'immobilisent pas mais, au contraire, s'accélèrent. Il ne faudra d'ailleurs pas attendre beaucoup de temps avant qu'il n'y ait un débat sur la réforme en Allemagne. Tous ceux qui pensent que nous sommes au royaume des bienheureux se trompent. Il y a un certain nombre de raisons et le gouvernement actuel le sait tout comme ceux qui souhaiteraient arriver aux affaires, il y a un certain nombre de circonstances qui font que, en Allemagne, nous aurons les réformes à conduire. Je ne sais pas comment la population réagit mais nous avons fait l'expérience que l'effort est payant et que l'accepter certains sacrifices peut servir le bien général et le bien commun ».

QUESTION : « Monsieur le président, une bonne partie de la suite des événements en Syrie se jouera le 9 septembre au Congrès américain. Est-ce que vous êtes confiant dans l'issue de ce vote et si le Congrès refusait le feu vert à Barack OBAMA, que feriez-vous ? ».

LE PRESIDENT : « Je ne pose pas les questions avant quelle était révélée. J'essaie de traiter les questions que je connais. Le Président OBAMA a souhaité demander au Congrès l'approbation. Il n'y était pas contraint. Il a jugé que c'était un moyen de renforcer la décision qu'il aurait à prendre. J'attends donc la réponse parce qu'elle aura des conséquences sur la coalition que nous aurons à former. J'ai déjà dit que la France ne pourrait agir seule, qu'elle ne peut situer son action que dans le cadre d'une large coalition, la plus large possible. C'est vrai que ce serait encore mieux d'avoir une résolution du Conseil de sécurité. Je suis très attaché à la légalité internationale mais lorsque, sur cette question, le Conseil de sécurité est bloqué depuis deux ans, chacun sait que nous ne pourrions pas en passer par là sauf à ne rien faire. Selon la décision du Congrès, il y aura une coalition qui pourra se former si la décision du Congrès n'était pas positive, alors la France n'agirait pas seule mais elle prendrait ses responsabilités aussi en soutenant l'opposition démocratique en Syrie de manière à ce qu'une réponse soit apportée. Merci ».